
**MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**PARIS, LE **24 AOUT 1994**Le ministre d'Etat, ministre
de l'intérieur et de
l'aménagement du territoire

CIRCULAIRE N° NOR/INT/B/94/ 00236/C

à

Mesdames et Messieurs les préfets

OBJET : Accidents entraînant de nombreuses victimes décédées.
Règles applicables en pareil cas en matière de législation funéraire.

P.J. Deux annexes.

La présente circulaire a pour objet de vous rappeler les procédures à mener en cas d'accidents graves d'avions, de trains, de navires, etc. se traduisant par de nombreuses victimes décédées et pouvant poser différents problèmes notamment au regard de la législation funéraire.

Ces difficultés liées à la récupération, au transport, à la conservation et à l'inhumation des corps, au respect des souhaits formulés par les familles et à l'application de la législation en la matière sont accrues en cas d'impossibilité d'identifier les victimes décédées.

Vous trouverez ci-après les indications qui vous sont nécessaires concernant :

- les principaux textes applicables en matière de législation funéraire ;
- les aspects particuliers liés aux opérations de secours ;
- les services devant être contactés ;
- les possibilités d'aide et de conseils qui vous sont offertes par les organismes de l'administration centrale.

Bien entendu, ces instructions s'intègrent dans l'organisation des secours et des soins médicaux d'urgence qui seront dans ces cas déclenchés par vos soins et qui ont déjà fait l'objet de la circulaire conjointe ministère de l'intérieur et ministère de la santé NOR/INT/E89/OO376/C-89.21 du 19 décembre 1989.

I Dispositions générales (relatives aux mesures à prendre)

1.1. Collaboration entre les autorités concernées

Les accidents graves cités en début de cette circulaire entraînent l'ouverture d'une information judiciaire. Vous devez tout d'abord établir une collaboration étroite avec le Procureur de la République ainsi qu'entre les enquêteurs techniques et les enquêteurs judiciaires, qui doivent mutuellement se porter assistance et exercer leurs compétences de manière à ne pas compromettre l'action menée par l'autre autorité.

La gendarmerie, la police, les sapeurs-pompiers, les médecins, les entreprises de pompes funèbres et les autres organisations participant habituellement aux secours et au relevage des corps des victimes décédées, sont chargés des opérations sur le terrain (génie sanitaire DDASS, moyens en chambres funéraires).

1.2. Protection de la zone

Il convient en tout premier lieu, d'établir un périmètre de sécurité afin d'assurer la protection effective de la zone. Cette protection doit essentiellement permettre d'éviter toute entrave au bon déroulement des secours –dont vous êtes responsable aux termes de la loi du 22 juillet 1987– d'éviter la commission de délits, les pillages notamment, et de préserver, en outre, les indices qui peuvent s'avérer utiles à la manifestation de la vérité et à l'identification des victimes.

1.3. Mesures à l'égard des familles

L'accueil des familles sur les lieux de la catastrophe doit faire également l'objet d'un soin particulier.

En liaison avec le maire de la commune concernée, il vous appartient de mettre en place une structure d'accueil et d'information et de dresser, le cas échéant, une "chapelle ardente" près du lieu de la catastrophe pour l'organisation de laquelle il vous est recommandé de vous faire aider par les organismes professionnels de pompes funèbres.

.../...

Par ailleurs, vous devez en permanence disposer de la liste à jour des équipements suivants dans votre département, en établissant de manière précise le nombre de cases réfrigérées disponibles :

- institut médico-légal (IML) ;
- chambres funéraires (article L 361.19 du code des communes) ;
- chambres mortuaires des établissements de santé publics ou privés (article L 361.19.1 du code des communes).

J'appelle votre attention sur le fait que les chambres mortuaires (morgues hospitalières) des établissements de santé publics ou privés sont conçues pour le dépôt des corps des personnes qui décèdent dans ces établissements et sont donc dimensionnées à cet usage. L'accueil de victimes décédées sur les lieux d'un accident faisant de nombreuses victimes, dont certaines peuvent être non identifiées, perturberait de façon durable le fonctionnement de ces établissements (voir la circulaire du 19 décembre 1989 précitée relative aux plans rouges).

Les chambres mortuaires des établissements de santé publics ou privés ne doivent être sollicitées qu'en dernier recours.

Néanmoins, en cas de difficulté il vous est possible de mettre en place une ou des chambres funéraires mobiles en prenant contact avec le CODISC qui vous indiquera la liste des prestataires de cette fourniture.

Enfin, les familles doivent être régulièrement informées de l'état d'avancement des recherches et des identifications au fur et à mesure de leur progression.

Un schéma récapitulatif des principales opérations à effectuer est joint en annexe n° 1.

II Principaux problèmes liés à la législation funéraire

Le code des communes énumère les diverses autorisations administratives post-mortem que doit délivrer le maire en tant que magistrat investi de la police municipale :

- l'autorisation particulière d'inhumer dans le cimetière communal (article R 361.11) ;
- l'autorisation d'exhumation d'un corps (article R 361.15) ;
- l'autorisation de soins de conservation, délivrée par le maire de la commune du lieu de décès ou du lieu des soins (article R 363.1) ;
- l'autorisation de moulage et d'autopsie, délivrée par le maire de la commune du décès (article R 364.14) ;

.../..

- l'autorisation de fermeture du cercueil, délivrée par le maire de la commune du décès (articles R.363-18 et R.363-19) ;
- l'autorisation de dépôt temporaire de corps, délivrée par le maire de la commune du lieu du dépôt (article R.363-34) ;
- l'autorisation de transport de corps avant mise en bière à résidence délivrée par le maire de la commune de décès (article R.363-4) ;
- l'autorisation de transport de corps avant mise en bière, vers une chambre funéraire située hors de la commune du lieu de décès, délivrée par le maire de cette commune (article R.361-39) ;
- l'autorisation de transport de corps avant mise en bière à un établissement d'hospitalisation, d'enseignement ou de recherche, délivrée par le maire de la commune du lieu du décès (article R.363-11) ;
- l'autorisation de transport de corps après mise en bière, délivrée par le maire de la commune du lieu de fermeture du cercueil si le corps doit être transporté dans une autre commune sise sur le territoire national (article R.363-22) ;
- l'autorisation de crémation, délivrée par le maire de la commune du lieu du décès ou, s'il y a eu transport de corps, du lieu de la mise en bière (article R.361-42) ;
- l'autorisation de crémation des restes des corps exhumés, délivrée par le maire de la commune du lieu d'exhumation (article R.361-45 alinéa 4).

Compte tenu de la nature des accidents faisant l'objet de la présente circulaire, il est vraisemblable que les décès poseront des problèmes médico-légaux. Dans ce cas, une information judiciaire sera ouverte et un juge d'instruction désigné. Dès lors, c'est au seul juge d'instruction compétent qu'il appartiendra de délivrer, au fur et à mesure, les autorisations précitées et ce du moins tant que l'instruction ne sera pas close.

En outre, le code des communes prévoit que le préfet délivre, lui aussi, un certain nombre d'autorisations ou accorde certaines dérogations :

- le préfet accorde une dérogation au délai de 24 heures au moins et 6 jours au plus dans lequel doit être effectué le dépôt ou l'inhumation des corps (article R.361-13) ;
- le préfet accorde une dérogation au délai de 24 heures au moins et 6 jours au plus dans lequel doit être effectué la crémation d'un corps (article R.361-43) ;

.../...

– le préfet du département où a lieu la fermeture du cercueil autorise le transport de corps après mise en bière en dehors du territoire métropolitain (article R.363-23) ;

– le préfet autorise le transport de cendres en dehors du territoire métropolitain (article R.363-25) ;

– le préfet prescrit discrétionnairement l'utilisation du cercueil hermétique (article R.363-27) ;

– le préfet peut, lorsqu'un décès semble résulter d'une maladie suspecte prescrire, sur l'avis conforme de deux médecins, toutes les constatations nécessaires y compris l'autopsie (article R.363-20).

Dans l'hypothèse de la désignation d'un juge d'instruction, et jusqu'au terme de l'instruction, lesdites autorisations ou dérogations sont alors accordées par ce même juge.

III Mesures à prendre à l'égard des victimes décédées

3.1. Principes généraux de relevage des corps

Je vous rappelle ici les principes opérationnels élémentaires du relevage des victimes décédées, par les services de secours, sans préjudice des instructions officielles en matière d'identification légale, existant par ailleurs :

– Lors du relevage de corps, présence d'un responsable de l'identité judiciaire, de techniciens en identification criminelle de la gendarmerie ou d'un officier de police judiciaire, qui ont à leur disposition des formulaires d'identification mis au point par l'organisation internationale de police criminelle.

– En terrain présentant des difficultés particulières d'accès, ou en cas d'extrême urgence pour des raisons diverses, le relevage par les services de secours peut être envisagé avec l'autorisation du directeur des opérations de secours, en respectant impérativement les prescriptions indiquées ci-après :

. numérotation des corps, marquage de leur position sur les lieux ;

. rassemblement avec chaque corps des objets personnels, des vêtements, autant que possible ;

. numérotation, marquage de position et ramassage de chaque fragment de corps séparément, ainsi que des objets divers ;

. regroupement des victimes décédées dans un dépôt mortuaire placé sous la responsabilité des services de police judiciaire.

.../...

Enfin, il est conseillé de recourir largement aux photos de situation et aux photos des victimes. En annexe 2 vous trouverez des recommandations se rapportant aux problèmes d'hygiène et de santé.

3.2. Identification des victimes décédées

L'identification des victimes décédées doit également être menée à bien avec méthode.

Il conviendra d'établir une liste des victimes décédées identifiées avec les services chargés de l'enquête sur le lieu de la catastrophe, et d'entrer en relation avec l'ensemble des organismes concernés et tout particulièrement avec les sociétés de transport (compagnie aérienne, SNCF, agences de voyage), afin de déterminer le nombre et l'identité des victimes présumées.

Les renseignements obtenus de manière certaine sur les victimes décédées identifiées pourront être communiquées aux familles dans le cadre d'une coordination entre vous-même, le Procureur de la République compétent et les organismes présents sur le terrain. Dans le cadre de cette même coordination il est nécessaire de rassembler, au fur et à mesure, les éléments concourant à l'identification des victimes et de les centraliser.

Il vous appartient d'organiser en liaison avec le Procureur de la République le dispositif d'accueil et d'information unique et centralisé des médias.

Les décisions de mise en bière des restes identifiés doivent intervenir rapidement dans la mesure compatible avec les nécessités des recherches judiciaires. En toute hypothèse, le Parquet ou le juge d'instruction doivent autoriser la fermeture du cercueil selon l'état des investigations.

Les actions à entreprendre dans le cadre des opérations d'identification sont les suivantes :

- participation éventuelle de médecins légistes étrangers pour l'identification des corps de leurs nationaux (européens CEE, autres) ;
- identification des restes et des objets récupérés tardivement, dans le cadre de l'enquête judiciaire, destination à leur donner ;
- approvisionnement en matériel spécialisé (housses, sacs, etc...), dans le cas d'un grand nombre de victimes décédées, souvent non identifiables sur place ;
- mise en place du personnel spécialisé pour l'identification (identité judiciaire, techniciens en identification criminelle de la gendarmerie, médecins, dentistes, etc...) ;

.../...

- recherche, ramassage, transport, conservation temporaire de restes humains, lorsque les moyens locaux dans le département sont insuffisants et que l'urgence s'impose ;

- nettoyage et désinfection des lieux d'un accident ;

- mise en place du matériel et des produits de désinfection pour le personnel de secours (approvisionnement en matériels et en produit de désinfection).

Enfin, tout transport de restes humains doit être effectué après avoir pris toute précaution quant à la conservation des indices et à l'apposition de scellés ou de marques conventionnelles d'identification.

3.3. Problème des victimes décédées non-identifiables

Les restes non identifiés sont en principe mis sous scellés par l'autorité judiciaire jusqu'à identification. Il convient que les objets ou vêtements qui se trouveraient au contact de ces restes humains ne soient pas séparés de leur support lorsqu'ils constituent des éléments d'identification.

Ces objets ou vêtements ne doivent pas être restitués aux familles (ex : bijoux) avant que les informations qu'ils peuvent renfermer aient été exploitées.

Certains problèmes peuvent conduire à des difficultés avec les familles :

- . Obsèques collectives (lieu, date, conditions d'organisation et déroulement).

Il faut exclure la restitution aux familles des restes mortels définitivement non identifiés, la solution la plus souhaitable consiste à faire admettre par les familles le principe d'une inhumation collective.

- . Conservation des indices ayant permis l'identification.

Au terme de l'instruction judiciaire les objets personnels peuvent être remis aux familles.

- . Jugement déclaratif de décès (articles 88 à 92 du code civil).

Il y a lieu à déclaration judiciaire de décès lorsqu'une personne a disparu dans des circonstances de nature à mettre sa vie en danger et que sa mort quoique très probable ou même certaine, n'a pu être constatée, son corps n'ayant pas été retrouvé (exemple : cas d'une personne figurant sur la liste des voyageurs d'un avion qui s'écrase et dont le corps n'est pas retrouvé).

.../...

Le Procureur de la République peut introduire la procédure d'office. Le jugement tient lieu d'acte de décès.

Il est annulé, notamment à la requête du ministère public, si la personne reparaît.

* *
*

En cas d'urgence, pour rechercher des solutions, plusieurs services centraux sont susceptibles d'être contactés.

Les différents services du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire en particulier le Centre opérationnel de la direction de la sécurité civile, "CODISC" (organisation des secours) (1), et la direction générale des collectivités locales –bureau des services publics industriels et commerciaux– (réglementation funéraire) (2) ; au ministère chargé de la santé à la direction générale de la santé (3) : le bureau 3E (secours d'urgence) et le bureau V. S. 3 (problèmes funéraires) ; au ministère de la justice : le bureau des victimes à la direction des affaires criminelles et des grâces (4) peuvent être consultés sur la conduite à tenir en de telles circonstances, sur les solutions apportées au cours des accidents précédents, quelle que soit leur nature, qui ont soulevé des problèmes analogues.

Téléphone :

- (1) : 47.58.68.00 salle OPS du CODISC, 24H/24H.
- (2) : 49.27.34.43 jours ouvrables de 9H00 à 18H00
- (3) : 46.62.46.00 jours ouvrables de 9H00 à 18H00
- (4) : 44.77.65.78 jours ouvrables de 9H00 à 18H00

Pour le Ministre d'Etat et par délégation
le Préfet, Directeur Adjoint du Cabinet

Claude CUEANT

ANNEXE 1 : SCHEMA RECAPITULATIF DES PRINCIPALES OPERATIONS A EFFECTUER

Lieu de la catastrophe

Lieu de regroupement des corps et des restes des défunts

(1)---> victimes identifiables ---> Regroupement des corps identifiés

(2)---> victimes non identifiables--->Regroupement des restes non identifiés ---> Transport des corps ou des restes avant mise en bière ne peut être retenu

Déroulement de l'enquête

Recueil (auprès des familles, de l'organisateur du transport ou de l'activité, d'une autorité administrative du lieu de domicile, etc...) des renseignements de nature à permettre de déterminer le nombre des victimes et leur identité.

.Information des familles sur l'état d'avancement des recherches et des identifications

Prise de contact avec les entreprises ou services de pompes funèbres pour faire préparer les cercueils.

.Confirmation, par les familles, des indices d'identification

Acte de décès

Autorisation de transport avant mise en bière

ANNEXE 1 (SUITE)

Lieu de dépôt temporaire après mise en bière ("chapelle ardente")

Lieu d'inhumation

(1) ----> Remise aux familles ----> Transport des corps ----> Inhumation (laissée à l'initiative
après mise en bière des familles)

Mise en bière ----> Fermeture des cercueils

Possibilité d'inhumation
collective si les familles
le souhaitent

(victimes identifiées)

(2) ----> Remise aux familles ----->
impossible

Inhumation collective souhaitable
(cimetière du lieu de la catastrophe
de préférence), éventuellement
réalisation d'un cénotaphe comprenant
des objets personnels identifiés

(victimes non identifiées)

Maintien de la possibilité d'élaborer
une solution d'ensemble ; pas de re-
mise prématurée de corps identifiés
aux familles ; ne pas faire procéder
à la fermeture des cercueils lorsque
des possibilités d'identification sub-
sistent encore

Les cercueils contenant
des restes non identifiés
ne peuvent, en aucun cas,
être remis aux familles

Autorisation de fermeture du cercueil

Autorisation de trans- port après mise en bière

Autorisation d'inhumer

Autorisation de dépôt temporaire après fermeture du cercueil

ANNEXE 2 : PROBLEMES D'HYGIENE ET DE SANTE

Les accidents entraînant de nombreuses victimes ne nécessitent pas, en ce qui concerne la prise en charge des victimes décédées, de précaution spécifiques aux circonstances de la part des sauveteurs.

En effet, si la nuisance liée à l'odeur est souvent associée dans les esprits à des risques de contamination, il convient de souligner que les cadavres ne constituent pas un vecteur habituel de transmission des maladies infectieuses : il n'y a à cet égard aucun impératif à détruire ou inhumer immédiatement les corps, le décès n'étant pas dû à une maladie contagieuse.

Ainsi convient-il d'appliquer en ces circonstances les règles d'hygiène classique. Le HIV agent étiologique du SIDA relève de ces dernières : en cas de contact entre une muqueuse ou une lésion cutanée du sauveteur et un liquide biologique (sang), le sauveteur doit immédiatement nettoyer la plaie et la désinfecter (alcool à 70°). Pour la désinfection du matériel, l'eau de javel diluée à 10% dans l'eau, comme l'alcool à 70°, inactive le virus en une minute.

De façon générale toute blessure septique survenant sur le chantier doit entraîner une consultation médicale dans les plus brefs délais.

Une information sur ces aspects, dispensée aux personnels qui participeraient aux secours, me paraît indispensable.

Par ailleurs, les personnels du génie sanitaire de la DDASS pourront être utilement associés aux opérations de secours, et vous conseiller dans ce domaine.

En matière de transports de corps il est strictement interdit, pour des raisons sanitaires, de transporter une personne décédée dans une ambulance, de même qu'un véhicule de transport de corps avant mise en bière est réservé au transport mortuaire. La réquisition des véhicules agréés pour le transport de corps avant mise en bière est donc recommandée (la liste est établie par la préfecture). Dans le cas d'insuffisance de véhicules spéciaux, l'utilisation de véhicules de transports ouverts et lavables, tels que les camions à plateaux, est préférable aux véhicules à caisse fermée dont la désinfection (prévue par la réglementation) est plus difficile.

Circulaire N° 9400236

expédiée le 8 SEP, 1994

DIFFUSION

☒ Commissaires de la
République

☒ Régions

☐ Zones de défense

☒ PARIS

☒ Préfecture de Police

☒ S.G.A.P.

☒ Sous-Préfectures